

F. 95 — 938

[Mac — 383]

12 AVRIL 1995. — Arrêté ministériel déterminant le modèle des déclarations visées à l'article 6 de la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Conseil de la Communauté germanophone

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Conseil de la Communauté germanophone, notamment l'article 2, § 1er, alinéa 3, modifié par la loi du 10 avril 1995 et l'article 6, modifié par la loi du 10 avril 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, alinéa 1er, remplacé par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'aux termes de l'article 6 de la loi précitée du 19 mai 1994, la déclaration écrite par laquelle les partis politiques s'engagent à déclarer leurs dépenses électorales consenties pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale ou du Conseil de la Communauté germanophone ainsi que l'origine des fonds destinés à couvrir ces dépenses, la déclaration consignait lesdites dépenses et la déclaration d'origine des fonds y relative, sont établies sur des formulaires spéciaux fournis par le Ministre de l'Intérieur;

Considérant que vu la proximité des élections pour le Conseil de la Région wallonne, le Conseil flamand, le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et le Conseil de la Communauté germanophone, prévues pour le 21 mai prochain, il s'indiquait d'urgence de pouvoir mettre ces formulaires à la disposition de leurs utilisateurs et dès lors, d'en arrêter préalablement le modèle.

Arrête :

Article 1er. La déclaration par laquelle les partis politiques s'engagent à déclarer leurs dépenses électorales pour les élections du Conseil régional wallon, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Conseil de la Communauté germanophone ainsi que l'origine des fonds destinés à couvrir ces dépenses, est conforme au modèle figurant à l'annexe 1.

Art. 2. La déclaration consignait les dépenses électorales visées à l'article 1er est conforme au modèle figurant à l'annexe 2.

Art. 3. La déclaration d'origine des fonds destinés à couvrir les dépenses électorales visées à l'article 1er est conforme au modèle figurant à l'annexe 3.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 avril 1995.

J. VANDE LANOTTE

N. 95 — 938

[Mac — 383]

12 APRIL 1995. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het model van de verklaringen bedoeld in artikel 6 van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap

De Minister van Binnenlandse Zaken.

Gelet op de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 2, § 1, derde lid, gewijzigd bij de wet van 10 april 1995 en op artikel 6, gewijzigd bij de wet van 10 april 1995;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, eerste lid, vervangen bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat luidens artikel 6 van de voormelde wet van 19 mei 1994 de schriftelijke verklaring waardoor de politieke partijen zich tot aangifte van hun verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad of de Raad van de Duitstalige Gemeenschap alsook van de herkomst van de geldmiddelen voor het dekken van die uitgaven verbinden, de verklaring waarin de voormelde uitgaven worden vastgelegd en de desbetreffende verklaring van herkomst van de geldmiddelen, worden opgemaakt op speciale formulieren die door de Minister van Binnenlandse Zaken ter beschikking worden gesteld.

Overwegende dat het, gezien de nabijheid van de voor 21 mei eerstkomend voorziene verkiezingen voor de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap, dringend aangewezen is dat die formulieren ter beschikking van de gebruikers ervan kunnen worden gesteld en dat het model ervan bijgevoegd voorafgaandelijk moet worden bepaald.

Besluit :

Artikel 1. De verklaring waardoor de politieke partijen zich ertoe verbinden hun verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap alsook de herkomst van de geldmiddelen voor het dekken van die uitgaven aan te geven, stemt overeen met het model in bijlage 1.

Art. 2. De verklaring waarin de in artikel 1 bedoelde verkiezingsuitgaven worden vastgelegd, stemt overeen met het model in bijlage 2.

Art. 3. De verklaring van herkomst van de geldmiddelen voor het dekken van de in artikel 1 bedoelde verkiezingsuitgaven stemt overeen met het model in bijlage 3.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 12 april 1995.

J. VANDE LANOTTE

[F — 383]

ANNEXE 1.

Modèle de la déclaration par laquelle les partis politiques s'engagent à déclarer, pour les élections du Conseil régional wallon, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale ou du Conseil de la Communauté germanophone, leurs dépenses électorales et l'origine des fonds utilisés pour ces dépenses.

Le(s) soussigné(s) s'engage(nt) au nom du parti politique
 (indiquer ici le sigle du parti politique et sa dénomination complète) à déclarer les dépenses de propagande électorale consenties par celui-ci pour les élections du Conseil régional wallon / du Conseil flamand / du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale / du Conseil de la Communauté germanophone (1), au niveau de la Région ou de la Communauté et au niveau des circonscriptions électorales, ainsi que l'origine des fonds destinés à couvrir ces dépenses, et ce, dans le respect de la confidentialité de l'identité des donateurs particuliers.

Fait à, le 19 ...

Signature(s) et qualité(s)

Remarque : Conformément à l'article 6, alinéa 1er, de la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Conseil de la Communauté germanophone, la présente déclaration est faite par écrit lors de la demande d'un numéro de liste.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 12 avril 1995.

Le Ministre de l'Intérieur.

J. VANDE LANOTTE

(1) Biffer la mention inutile.

ANNEXE 2. Modèle de la déclaration consignait les dépenses électorales engagées par les partis politiques pour les élections du Conseil régional wallon, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale ou du Conseil de la Communauté germanophone (1).

Date des élections :

Dénomination, sigle et numéro d'ordre commun du parti politique :

.....

Adresse du siège principal du parti politique :

Nombre de listes présentées avec le numéro d'ordre commun et le sigle protégé :

Le(s) soussigné(s), dûment mandaté(s) par le parti politique mentionné ci-dessus, déclare(nt) les dépenses électorales ci-après consenties pour les élections du Conseil régional wallon / du Conseil flamand / du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale / du Conseil de la Communauté germanophone (2).

Rubrique 1.	Dépenses électorales consenties pour les élections du Conseil régional wallon / du Conseil flamand / du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale / du Conseil de la Communauté germanophone (2) et (3):
	a)
	b)
	c)
	d)
Rubrique 2.	Dépenses électorales consenties au profit d'un ou de plusieurs candidats déterminés (3) :
	a)
	b)
	c)
	d)
Montant total des dépenses reprises aux rubriques 1 et 2 :	

(1) La présente déclaration écrite doit, conjointement avec la déclaration d'origine des fonds, être déposée dans les trente jours qui suivent la date des élections, entre les mains du président du bureau principal de la circonscription électorale :

- de Namur, s'agissant de l'élection du Conseil régional wallon ;
- de Malines-Turnhout, s'agissant de l'élection du Conseil flamand ;
- à Bruxelles, s'agissant de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- à Eupen, s'agissant de l'élection du Conseil de la Communauté germanophone.

(2) Biffer la mention inutile.

(3) Chacune des rubriques 1 et 2 ci-dessus comprend les quatre sous-rubriques ci-après :

a) Dépenses et engagements financiers afférents à des prestations de services ou à des fournitures en vue de la communication de messages verbaux, écrits, sonores et visuels

Indiquer par type de message le moyen de communication utilisé (radio, télévision, presse écrite, tracts, affiches, panneaux de plus de 4 m²), la date de la communication et le montant de la dépense en distinguant, si c'est possible, le coût des fournitures et celui des prestations de services elles-mêmes utilisées pour la communication.

Exemples :

- tracts : - coût de la fourniture;
- coût de l'expédition, par exemple, par la Poste.
- télévision : - coût de la production;
- coût de la communication.

b) Dépenses relatives à des prestations de services rémunérées non reprises au a)

Indiquer par prestation de services, le prestataire et le montant de la prestation.

c) Dépenses relatives à l'acquisition ou à la location de biens ou de fournitures non visées au a)

Indiquer par objet, l'identité des biens ou fournitures et le montant de l'acquisition ou de la location.

Si la distinction entre la prestation de services et la fourniture n'est pas possible, le montant global est repris au b).

d) Autre dépenses non visées aux lettres a) à c)

Par exemple, les dépenses effectuées par une tierce personne au profit du parti.

Le(s) soussigné(s) déclare(nt) que les dépenses mentionnées ci-dessus constituent la totalité des dépenses et engagements financiers consentis par le parti lors des élections pour le Conseil régional wallon / Le Conseil flamand / le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale / le Conseil de la Communauté germanophone (1) du

Fait à, le19

Nom(s) et signature(s)

- N.B.
- Pour ce qui concerne les dépenses à considérer ou non comme dépenses de propagande électorale, l'attention est attirée sur l'article 4 de la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Conseil de la Communauté germanophone ;
 - les dépenses s'entendent T.V.A. incluse ;
 - en cas de prestation en nature, celle-ci doit être évaluée au prix du marché ;
 - la notion de parti politique couvre les fédérations et les sections locales du parti, quelle que soit leur forme juridique, à l'exclusion des mutuelles, syndicats, organisations patronales, etc.... apparentées.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 12 avril 1995

Le Ministre de l'Intérieur,

J VANDE LANOTTE

(1) Biffer la mention inutile.

ANNEXE 3. Modèle de la déclaration d'origine des fonds relative aux dépenses électorales engagées par les partis politiques pour les élections du Conseil régional wallon, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale ou du Conseil de la Communauté germanophone.

Date des élections :

Dénomination, sigle et numéro d'ordre commun du parti politique :

.....

Le(s) soussigné(s), dûment mandaté(s) par le parti politique mentionné ci-dessus, déclare(nt) que l'origine des fonds utilisés pour les élections mentionnées ci-avant est la suivante :

Rubrique 1.	Fonds en provenance de la dotation visée à l'article 15 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques :
Rubrique 2.	Dons en espèces de personnes physiques (1) :
Rubrique 3.	Dons en nature de personnes physiques (2) :
Rubrique 4.	Autres prestations de personnes physiques assimilées à des dons (2) :
Rubrique 5.	Fonds provenant des recettes procurées par des manifestations ou festivités organisées au profit du parti :
Rubrique 6.	Fonds provenant de provisions faites antérieurement par le parti en vue d'élections futures ou provenant du parti ou d'organismes ou d'A.S.B.L. dépendant du parti (3) :
Montant total des rubriques 1 à 6 :	

Le(s) soussigné(s) déclare(nt) que les fonds mentionnés ci-avant constituent la totalité des fonds utilisés en vue des élections du pour le Conseil régional wallon / le Conseil flamand / le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale / le Conseil de la Communauté germanophone (4).

Fait à le 19

Signature(s)

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 12 avril 1995.

Le Ministre de l'Intérieur.

J. VANDE LANOTTE

- (1) Indiquer le montant des dons en espèces reçus dans le respect de la confidentialité de l'identité des donateurs particuliers.
- (2) Indiquer, dans le respect de la confidentialité de l'identité des donateurs particuliers, le montant évalué par type de don en nature ou par prestation assimilée à un don, conformément à l'article 11, alinéa 2, première phrase, de la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Conseil de la Communauté germanophone.
- (3) Indiquer notamment, par A.S.B.L. ou par organisme concerné, le montant des fonds correspondants.
- (4) Biffer la mention inutile.

Bijlage 1.

Model van de verklaring waardoor de politieke partijen zich ertoe verbinden voor de verkiezingen van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad of de Raad van de Duitstalige Gemeenschap hun verkiezingsuitgaven en de herkomst van de geldmiddelen die voor die uitgaven werden aangewend, aan te geven.

De ondergetekende(n) verbindt (verbinden) zich ertoe in naam van de politieke partij (hier het letterwoord van de politieke partij en haar volledige naam vermelden) de uitgaven voor verkiezingspropaganda aan te geven die door haar werden gedaan voor de verkiezingen van de Vlaamse Raad / de Waalse Gewestraad / de Brusselse Hoofdstedelijke Raad / de Raad van de Duitstalige Gemeenschap (1) op het niveau van het Gewest of de Gemeenschap en op het niveau van de kieskringen, alsook de herkomst van de geldmiddelen voor het dekken van die uitgaven, en zulks met inachtneming van het vertrouwelijk karakter van de identiteit van de privé-schenkers.

Gedaan te op 19....

Handtekening(en) en hoedanigheid

Opmerking : Overeenkomstig artikel 6, eerste lid, van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap geschiedt deze verklaring schriftelijk bij de aanvraag van een lijstnummer.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 12 april 1995.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

J. VANDE LANOTTE

(1) Schrappen wat niet past.

BIJLAGE 2. Model van de verklaring tot vastlegging van de verkiezingsuitgaven die door de politieke partijen werden gedaan voor de verkiezingen van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad of de Raad van de Duitstalige Gemeenschap (1).

Datum van de verkiezingen :

Naam, letterwoord en gemeenschappelijk volgnummer van de politieke partij :

Adres van de hoofdzetel van de politieke partij :

Aantal voorgedragen lijsten met het gemeenschappelijk volgnummer en het beschermd letterwoord :

De ondergetekende(n), bevoegd gemachtigd door de hierboven genoemde politieke partij, doet (doen) aangifte van de hierna gedane verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de Vlaamse Raad / de Waalse Gewestraad / de Brusselse Hoofdstedelijke Raad / de Raad van de Duitstalige Gemeenschap (2).

Rubriek 1.	Voor de verkiezing van de Vlaamse Raad / Waalse Gewestraad / Brusselse Hoofdstedelijke Raad / Raad van de Duitstalige Gemeenschap gedane verkiezingsuitgaven (2) en (3) :
	a)
	b)
	c)
	d)
Rubriek 2.	Ten voordele van één of meer bepaalde kandidaten gedane verkiezingsuitgaven (3) :
	a)
	b)
	c)
	d)
Totaal bedrag van de uitgaven vermeld in de rubrieken 1 en 2 :	

- (1) Deze schriftelijke verklaring moet, samen met de verklaring van herkomst van de geldmiddelen, binnen dertig dagen na de verkiezingen worden overhandigd aan de voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring :
- van Mechelen-Turnhout wat de verkiezing van de Vlaamse Raad betreft ;
 - van Namen wat de verkiezing van de Waalse Gewestraad betreft ;
 - te Brussel wat de verkiezing van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad betreft ;
 - te Eupen wat de verkiezing van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap betreft

(2) Schrappen wat niet past.

(3) Elk van de bovenstaande rubrieken 1 en 2 bevat vier hierna vermelde subrubrieken :

- a) Uitgaven en financiële verbintenissen betreffende de dienstprestaties of de leveringen met het oog op de mededeling van mondelinge, schriftelijke, auditieve en visuele boodschappen

Per soort van boodschap het gebruikte communicatiemiddel (radio, televisie, schrijvende pers, pamfletten, affiches, reclameborden van meer dan 4 m², de datum van de mededeling en het bedrag van de uitgave met, indien mogelijk, een onderscheid tussen de kosten van de leveringen en die van de dienstprestaties zelf die voor de mededeling werden gebruikt, aangeven.

Voorbeelden : pamfletten : - kosten van de levering ;
- kosten voor de verzending, bijvoorbeeld, met de Post.

televisie : - produktiekosten ;
- kosten van de mededeling.

- b) Uitgaven betreffende de niet onder a) vermelde bezoldigde dienstprestaties

Per dienstprestatie van de prestatieverlener en het bedrag van de prestatie vermelden.

- c) Uitgaven betreffende het aankopen of huren van niet onder a) vermelde goederen of leveringen

Per voorwerp de identiteit van de goederen of leveringen en het bedrag van de aankoop of de huurprijs vermelden.

Indien geen onderscheid kan worden gemaakt tussen de dienstprestatie en de levering, wordt het globale bedrag onder b) vermeld.

- d) Andere niet onder a), b) of c) vermelde uitgaven

Bijvoorbeeld de uitgaven die door een derde persoon werden gedaan ten bate van de partij.

De ondergetekende(n) verklaart (verklaren) dat de hierboven vermelde uitgaven de totale som vormen van de door de partij gedane uitgaven en aangegane financiële verbintenissen bij de verkiezingen voor de Vlaamse Raad / de Waalse Gewestraad / de Brusselse Hoofdstedelijke Raad / de Raad van de Duitstalige Gemeenschap (1) van

Gedaan te, op 19...

Naam (Namen) en handtekening(en)

N.B. - Wat de uitgaven betreft die al dan niet als uitgaven voor verkiezingspropaganda moeten worden beschouwd, wordt de aandacht gevestigd op artikel 4 van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap ;

- de uitgaven worden B.T.W. inbegrepen bedoeld ;
- in geval van een prestatie in natura moet die tegen de marktprijs worden verrekeud ;
- het begrip politieke partij dekt de federaties en plaatselijke afdelingen van de partij, ongeacht hun rechtsvorm, met uitsluiting van de verwante ziekenfondsen, vakbonden, werkgeversorganisatie enz..

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 12 april 1995.

De Minister van Binnenlandse Zaken.

J. VANDE LANOITE

(1) Schrappen wat niet past.

BIJLAGE 3. Model van de aangifte betreffende de herkomst van de geldmiddelen voor de verkiezingsuitgaven die door de politieke partijen werden gedaan voor de verkiezingen van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad of de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.

Datum van de verkiezingen :

Naam, letterwoord en gemeenschappelijk volgnummer van de politieke partij :

De ondergetekende(n), behoorlijk gemachtigd door de hierboven vermelde politieke partij, verklaart (verklaren) dat de herkomst van de voor de hierboven genoemde verkiezingen gebruikte geldmiddelen de volgende is :

Rubriek 1.	Geldmiddelen afkomstig van de dotatie bedoeld in artikel 15 van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamer, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen :
Rubriek 2.	Giften in contant geld van natuurlijke personen (1) :
Rubriek 3.	Giften in natura van natuurlijke personen (2) :
Rubriek 4.	Andero, met giften gelijkgestelde prestaties van natuurlijke personen (2) :
Rubriek 5.	Geldmiddelen afkomstig van de ontvangsten verworven door manifestaties of evenementen die ten bate van de partij werden georganiseerd :
Rubriek 6.	Geldmiddelen afkomstig van eerder door de partij aangelegde reserves met het oog op toekomstige verkiezingen of afkomstig van de partij of van instellingen of v.z.w.'s die van de partij afhangen (3) :
Totaal bedrag van de rubrieken 1 tot 6 :	

De ondergetekende(n) verklaart (verklaren) dat de hierboven vermelde geldmiddelen het totale bedrag vormen van de geldmiddelen die werden gebruikt met het oog op de verkiezingen van voor de Vlaamse Raad / de Waalse Gewestraad / de Brusselse Hoofdstedelijke Raad / de Raad van de Duitstalige Gemeenschap (4).

Gedaan te op 19...

Handtekening(en)

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 12 april 1995.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

J. VANDE LANOTTE

(1) Het bedrag van de in contant geld gekregen giften opgeven, met inachtneming van het vertrouwelijk karakter van de identiteit van de privé-schenkers.

(2) Met inachtneming van het vertrouwelijk karakter van de identiteit van de privé-schenkers, per soort van gift in natura of per met een gift gelijkgestelde prestatie het bedrag opgeven dat werd genoemd overeenkomstig artikel 11, tweede lid, eerste zin, van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.

(3) Met name per betrokken v.z.w. of instelling het bedrag van de overeenkomstige geldmiddelen opgeven.

(4) Schrappen wat niet past.